

PANTOUFLE XXXL

L'ancien président de la Commission européenne, le Portugais José Manuel Barroso, a été recruté par la banque d'affaires états-unienne Goldman Sachs pour l'aider à gérer les conséquences de la sortie annoncée du Royaume-Uni de l'Union européenne après le référendum du 23 juin dernier. Il sera ainsi nommé président non exécutif de Goldman Sachs International (GSI) à Londres et, de surcroît, il aura le titre de « conseiller ».

Les mêmes Goldman Sachs qui ont trafiqué les comptes de la Grèce pour mieux les « intégrer » à la zone € avant que la Grèce soit ensuite « désintégrée » par la Commission Européenne. « *Mon ennemi, c'est la Finance* » avait dit un candidat en campagne. Ce qui est sûr, c'est que la Finance ne manque pas d'amis hauts placés.

MOINS 1512 EMPLOIS

Nous venons de prendre connaissance des grandes lignes du budget 2017 de l'État.

Pour le ministère des finances :

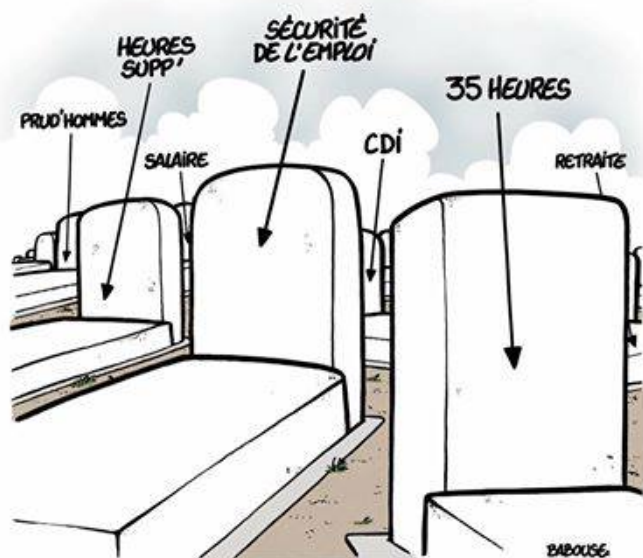
- baisse du budget de 165 millions d'euros
- baisse des effectifs de 1512 emplois : c'est moins que les années précédentes, officiellement au nom du renforcement des moyens de la lutte antiterroriste et de la **préparation du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu**.

Après des années de baisse des effectifs au ministère en général et dans la DGFIP en particulier, 1512 suppressions d'emplois supplémentaires, c'est inacceptable.



Les services sont exsangues, les missions ne sont plus correctement faites, les conditions de travail sont plus dégradées que jamais : 1512 suppressions d'emplois supplémentaires et la baisse des moyens budgétaires ne pourront que l'aggraver encore plus.

**LOI TRAVAIL: LE GOUVERNEMENT A DÉSA
FAIT BIEN TROP DE CONCESSIONS**



49.3 BIS REPETITA

Faute de majorité, le gouvernement a de nouveau utilisé l'article 49-3 de la Constitution mardi 5 juillet pour imposer sans vote le projet de la loi travail, qui passait en deuxième lecture à l'Assemblée Nationale. Le même jour, des dizaines de milliers de personnes ont encore une fois manifesté à travers la France contre cet affaiblissement du droit du travail.

En réponse au passage de la loi sans vote à l'Assemblée, l'intersyndicale (CGT, FO, CGT, FSU, Solidaires, Unef, UNL, Fidl) poursuit aussi sa [votation citoyenne](#). Celle-ci a déjà récolté un million de votes. Les résultats partiels (sur plus de 700 000 participants) communiqués fin juin font état de 92 % des votes demandant le retrait du projet.

Des voix que n'entendra probablement pas le gouvernement. Selon l'institut de sondage Ipsos, Manuel Valls a battu en juin « *un record d'impopularité pour un Premier ministre* », avec [77% des sondés](#) qui « *portent un jugement défavorable sur son action* ».

L'opposition syndicale au projet ne baisse pas les bras et, après quelques actions estivales, prévoit une nouvelle journée d'action à la rentrée dès le 15 septembre : **la Loi travail ne passera pas !**

